

Une alliance bien vivante et qui s'adapte

Lord Robertson of Port Ellen, Claire Despréaux

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2009/4 Hiver, PAGES 735 À 745

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782865926145

DOI 10.3917/pe.094.0735

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2009-4-page-735?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Une alliance bien vivante et qui s'adapte

par **Lord Robertson of Port Ellen**

Lord Robertson of Port Ellen a été secrétaire à la Défense du Royaume-Uni (1997-1999) et secrétaire général de l'OTAN (1999-2003). Il est président de l'Atlantic Council of the United Kingdom.

Texte traduit de l'anglais (Royaume-Uni) par Claire Desprésaux.

Née d'une volonté de défense contre l'Union soviétique, l'Alliance a été réinventée à la fin de la guerre froide. Elle est engagée partout où les intérêts des Alliés sont menacés, et il n'existe pas aujourd'hui d'autre option de sécurité crédible pour ses membres. Mais l'Alliance doit savoir évoluer, s'adapter à de nouveaux défis, politiques et économiques, et ajuster ses modes de fonctionnement à la multiplication de ses membres.

politique étrangère

Une semaine exactement après le 10^e anniversaire du lancement de la campagne aérienne du Kosovo, et à la veille du 60^e anniversaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), on ne pourrait trouver meilleure occasion pour réfléchir sur le passé, le présent et l'avenir de l'Alliance atlantique.

Il y a dix ans, en 1999, les États membres de l'OTAN ont pris la lourde responsabilité d'attaquer un État souverain sans l'approbation du Conseil de sécurité des Nations unies. L'Alliance de 19 États née pendant la guerre froide, et originellement destinée à contenir la poussée de Staline vers l'Ouest, se voyait confrontée à une effroyable tragédie, au cœur même de l'Europe. Slobodan Milosevic, alors président de la République fédérale de Yougoslavie, avait résolu de chasser hors de la province du Kosovo la majorité albanaise en usant d'une violence crue et perverse : crimes de masse, viols, terreur sur la population.

La communauté internationale, sous le choc, avait plaidé pour une intervention. Tous les efforts diplomatiques entrepris pour arrêter les massacres

Ce texte reproduit un discours prononcé à l'occasion du 60^e anniversaire du traité de Washington, le 31 mars 2009. Titre et intertitres de la rédaction (NDLR).

s'étaient néanmoins révélés vains, et l'OTAN demeurerait la seule capable d'empêcher une catastrophe humanitaire de grande ampleur. Ceux d'entre nous qui étaient aux responsabilités à l'époque n'avaient aucun doute sur ce qu'il fallait faire ; mais nul ne savait comment cela allait se passer.

Et cela a fonctionné. Nous avons décrit nos objectifs dans des termes si simples que cela m'a valu une entrée dans l'*Oxford Dictionary of Political Quotations*¹ : « Les Serbes dehors, l'OTAN dedans, les réfugiés à la maison ». Il a fallu 78 jours de frappes aériennes et des pressions diplomatiques intenses, mais nous avons mis fin à l'épuration ethnique et interdit sa reprise.

L'Alliance de l'après-guerre froide

C'est ainsi que l'OTAN, quelques années après son engagement en Bosnie en 1995, a de nouveau utilisé sa puissance de feu pour mettre un terme à des violences atroces, et participer à un règlement politique dans les Balkans. L'événement fut déterminant, non seulement pour les dirigeants de l'époque – la génération des protestataires contre la guerre du Vietnam –, mais aussi pour une alliance de défense collective qui avait pu paraître obsolète à la chute du mur de Berlin, quand le vieil ennemi qu'était la puissante Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) avait disparu.

L'OTAN avait donc prouvé son utilité renouvelée, et aujourd'hui, elle est tout entière engagée bien au-delà des anciennes frontières, partout où les intérêts de ses membres sont menacés.

Je me souviendrai toujours de ma visite au village de Poklec, au Kosovo, pour le premier anniversaire de l'opération « Force alliée ». Un an auparavant, dans ce petit village, des troupes serbes et des miliciens avaient rassemblé dans une maison un groupe d'habitants, dont des enfants, avant d'y jeter des grenades, de tirer à la mitrailleuse et de l'incendier. Poklec et le village voisin avaient été dévastés.

Le général Wesley K. Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe (Supreme Allied Commander Europe, SACEUR), le général Klaus Reinhardt, commandant de la Force pour le Kosovo (KFOR) et moi-même avons assisté ce jour-là à une cérémonie solennelle dans cette école consciencieusement reconstruite par des ingénieurs militaires canadiens, et avons pu y réfléchir aux atrocités auxquelles l'intervention de l'OTAN avait permis de mettre fin.

1. A. Jay, *The Oxford Dictionary of Political Quotations*, New York, OUP, 2006 (3^e édition).

Je me remémore ce jour à chaque fois que j'entends l'annonce rituelle de la mort de l'OTAN, en gros tous les quatre ans. Ceux qui se souviennent de Poklec et du Kosovo de 1998 et 1999 seront toujours convaincus de l'utilité et de l'importance de l'Alliance atlantique.

Le fait que l'Alliance conserve cette utilité aujourd'hui encore n'est pas un accident de l'histoire. Élevée sur des fondations solides voici 60 ans, elle est le fruit d'une vision, de la détermination et de la clairvoyance de ses créateurs.

L'Alliance est née pour empêcher le basculement d'autres pays dans le camp de Staline après la Seconde Guerre mondiale. Elle a été renforcée, encore et encore, afin de lutter contre une idéologie ennemie et la menace militaire permanente qui allait de pair. Elle s'est engagée, et a maintes fois renouvelé son engagement, pour une Europe unie, libre et en paix.

On l'a réinventée à la fin de la guerre froide, lorsque les vieilles certitudes, si familières, se sont effondrées, et alors que le monde semblait plus fragile et imprévisible que jamais.

L'Alliance s'est à nouveau engagée en Bosnie et au Kosovo dans les années 1990, puis pour prévenir une guerre civile presque inévitable en Macédoine, et enfin en Afghanistan pour participer à la construction de la paix et empêcher ceux qui menacent notre sécurité de s'emparer du pays.

Qui oserait donc dire encore que l'OTAN a fait son temps et que sa mission est terminée ?

Voici 60 ans, nous connaissions bien sûr nos faiblesses. Elles étaient faciles à identifier, tangibles. Staline. Le communisme. Des guerres par procuration dans le monde entier. Une tendance à la division et un extrémisme nationaliste latent en Europe. Le risque de guerre classique. Une faiblesse économique chronique. Le possible fossé entre les États-Unis et l'Europe.

**Qui oserait dire
que l'Alliance a fait
son temps ?**

Mais la génération d'après-guerre savait aussi comment remédier à ces faiblesses. Le début de la construction de ce qui devait devenir l'Union européenne (UE) allait apporter stabilité économique, coopération politique et, enfin, intégration. L'Organisation des Nations unies (ONU) était destinée à devenir un forum mondial et un instrument de justice à l'échelle internationale. L'OTAN avait été conçue comme une structure de défense collective, pour assurer une dissuasion ferme et lier d'un lien indissoluble

le destin des États-Unis et celui de l'Europe. Quant aux nouvelles institutions de Bretton Woods – la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) –, elles devaient assurer la stabilité économique et financière au niveau mondial.

Et tout a fonctionné. Plus d'Union soviétique, plus de pacte de Varsovie, plus de menace d'invasion par les plaines du nord de l'Allemagne, plus de destruction mutuelle assurée qui plane au-dessus de nos têtes telle une épée de Damoclès, plus de guerre par procuration. Au contraire : voilà des économies essentiellement solides et diversifiées, des démocraties vivaces, des voisins européens amis et prêts à coopérer.

Ce n'est pas si mal, après une guerre ayant causé tant de pertes et de ravages. C'est là un hommage à faire à tous ceux qui ont formé le rêve d'un monde meilleur et qui ont travaillé dur afin qu'il devienne réalité.

Il ne s'agit pourtant pas d'afficher, à l'occasion de cet anniversaire, la nostalgie de nos réussites, bien qu'elles soient substantielles. Nous nous trouvons au contraire devant de nouvelles urgences ; nous devons maintenant, et devrons à l'avenir faire face à de nouveaux défis.

Comme en 1949, nous devons être conscients des difficultés qui nous attendent. Si nous les ignorons encore, l'ampleur de la crise financière mondiale, et la rapidité avec laquelle elle se propage autour de nous, se chargeront de nous les rappeler. Le fait que nous ne sachions toujours pas combien de temps elle durera, ou à quel point elle nous affectera, montre bien notre grande vulnérabilité.

Aujourd'hui, cette crise financière qui s'est répandue comme une traînée de poudre, pourrait bien être suivie d'une vague de catastrophes : terrorisme, pandémies, prolifération d'armes de destruction massive (ADM), crime organisé, changement climatique, attaques contre nos infrastructures critiques.

Tout comme les responsables politiques en 1949, nous savons ce que nous voulons, et ce dont nous avons besoin. Nous voulons un système financier mondial solide et résistant, qui ne s'effondre pas sous le battent d'aile d'un papillon du pays lointain des *subprimes*.

Nous voulons que la paix règne dans l'espace euro-atlantique, avec la prospérité, la stabilité et la sécurité. Nous voulons un monde composé d'États forts et démocratiques, et que changent les États faillis, ingouvernables et fragiles, qui attirent comme des aimants le terrorisme et le crime organisé.

Nous voulons pouvoir faire face à des menaces qui, même si elles se manifestent loin de nos frontières, pourraient du fait de la globalisation nous atteindre en peu de temps. Nous voulons la paix entre Israël et ses voisins ; nous voulons la stabilité démocratique en Afghanistan, en Irak, au Pakistan, en Iran, en Corée du Nord, en Somalie, au Soudan et en République démocratique du Congo (RDC).

Nous voulons maîtriser l'ascension du crime organisé avant que celui-ci ne nous maîtrise, nous, avec ses considérables profits tirés du trafic de drogue, du trafic d'armes et d'êtres humains. Nous voulons prévenir la dangereuse prolifération des ADM – armes nucléaires, bactériologiques et chimiques –, désormais plus aisément accessibles à cause de la globalisation.

Nous voulons tout cela pour une raison simple : ce sont les menaces de demain contre la paix et la sécurité que nous connaissons, et contre un mode de vie qui semble aujourd'hui aller de soi ; tout comme, hier, le fascisme, le communisme ou l'impérialisme japonais l'étaient pour nos parents.

Nous sommes conscients de l'importance de la contribution de leur génération au monde d'aujourd'hui. Que fera la nôtre pour nos propres enfants ? Les rêves de jours meilleurs ne suffisent pas. Comme l'a dit le premier grand président de la République tchèque Vaclav Havel : « Il ne suffit pas d'avoir une vision pour l'avenir, il faut aussi se risquer à agir. Regarder vers le haut de l'échelle ne suffit pas, il faut aussi gravir les échelons. »

L'Alliance reste centrale

Quelles sont donc nos options ?

Agir seuls ? Investir de manière insuffisante dans une assurance contre les difficultés à venir, et espérer que rien ne nous arrivera ? Aucun bon père de famille ne ferait cela. Pourquoi les États devraient-ils être moins prudents que leurs citoyens ?

Ne rien faire, ou presque rien, jusqu'à ce qu'un 11 septembre, un tsunami ou une crise financière nous frappe de plein fouet, et croire que nous pourrions rassembler sur-le-champ les forces nécessaires pour réagir ?

Tenter d'assembler des coalitions, « de bonne volonté » mais inefficaces, bricolées à la hâte dans des ministères de la Défense aux budgets ridicules ?

Où peut-être confier simplement notre avenir à la puissante armée des États-Unis ? Est-ce cela que nous voulons ? Est-ce une manière raisonnable de faire face aux menaces désormais globalisées et interconnectées qui pèsent sur nous aujourd'hui, et continueront de peser sur nous à l'avenir ? Que ferons-nous lorsque nous aurons besoin de l'aide des États-Unis et qu'ils seront occupés ailleurs ? Et pourtant nombreux sont ceux qui donnent à cette option leur préférence.

Qui remportera l'oscar de l'aveuglement ? Ce qui me rappelle le mot paranoïaque du célèbre dictateur albanais Enver Hoxha : « N'oubliez pas qu'avec les Chinois, les Albanais constituent un quart de la population mondiale » !

De quel droit mentirions-nous à nos populations en leur expliquant que d'autres options de défense collective existent hors de l'OTAN, dans le monde incertain d'aujourd'hui ?

Le fait est que nous disposons au quartier général de l'OTAN d'une coalition permanente de bonnes volontés. Nous pouvons compter sur la défense collective de nos territoires en vertu de l'article 5 du traité fondateur de l'OTAN : « Une attaque armée contre l'une ou plusieurs [des parties] sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties ». C'est cet engagement précis qui a été immédiatement invoqué après les attaques portées contre l'Amérique le 11 septembre 2001, durant mon mandat de secrétaire général.

L'Alliance regroupe 26 États, dont les États-Unis et le Canada, qui ont pris des engagements les uns envers les autres. Ils travaillent ensemble, leurs troupes s'entraînent ensemble ; ils établissent des liens d'amitié et de partenariat avec la Russie, l'Ukraine, le Caucase et l'Asie centrale, l'Afrique du Nord, les États du Golfe et bien au-delà.

C'est de Finlande, ce pays résolument neutre, que nous vient la formule qui décrit le mieux le rôle de l'OTAN. Voilà ce qu'écrivait l'universitaire Risto E. J. Penttilä, il y a trois ans : « L'OTAN apporte l'ordre public aux citoyens de Bosnie et du Kosovo. Elle surveille les voies maritimes en Méditerranée ; elle fournit une assistance aux victimes des tornades et des tremblements de terre ; elle accompagne les enfants sur le chemin de l'école en Afghanistan ; elle forme les classes politiques des pays post-communistes aux valeurs démocratiques ; elle apporte un soutien logistique à l'Union africaine (UA). Elle met les criminels de guerre sous les verrous ; elle combat le terrorisme. »

À la lumière de cet éloge, je commence à comprendre le commentaire du président Vladimir Poutine lors de notre première rencontre, quand je lui faisais remarquer que je représentais une anomalie dans une famille où mon grand-père, mon père, mon frère, mon fils et mon neveu étaient officiers de police : « Vous n'êtes pas une anomalie, Monsieur le secrétaire général, m'avait-il répondu. Vous êtes le super-policier, maintenant. »

L'Alliance intervient quand personne d'autre ne le peut

Penttilä concluait ainsi : « Pas de salut hors de l'OTAN ». Et le fait est que l'OTAN intervient quand personne d'autre ne le peut.

Bien sûr, l'Union européenne prendra un jour en charge une partie du fardeau, comme il se doit. Dix ans déjà après la déclaration de Saint-Malo, qui prévoyait pour l'UE une capacité autonome d'action en matière de défense collective, l'ébauche d'un pilier européen de défense prend lentement forme – sans doute trop lentement.

La France sera prochainement de retour dans le commandement intégré de l'OTAN, redevenant ainsi un membre à part entière de l'Alliance. Il s'agit d'un grand pas en avant, et je félicite le président Nicolas Sarkozy pour son audace ; il a fait le bon choix, pour la France et pour l'Alliance. Comme il l'a dit il y a quelques semaines, l'OTAN est une alliance d'États européens, autant qu'une alliance d'États européens et nord-américains.

L'Europe prend peu à peu en main son propre destin, mais si l'on veut que la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) achève ce que notre génération a commencé à bâtir pour assurer la stabilité et la sécurité futures dans notre propre voisinage, il faut qu'elle se donne les moyens d'être efficace. Je le dirai sans cesse : il ne sert à rien de disposer de splendides quartiers généraux pour le pilier européen, ainsi que d'un joli schéma d'organisation, s'ils ne correspondent à aucune capacité réelle, ou aux mauvaises capacités.

Pour ceux d'entre nous qui rêvent d'une défense européenne forte – et les États-Unis en font désormais partie –, l'ambition de créer un pilier européen au sein de l'Alliance est rendue dérisoire par les insuffisances en matière de personnels militaires entraînés et déployables, d'avions lourds de transport, d'hélicoptères et de personnel de support – logisticiens, spécialistes des systèmes d'information et de communication, personnel médical, ingénieurs. Il serait pourtant facile de combler ces lacunes si l'on investissait dans des capacités militaires dignes du ^{XXI}^e siècle, au lieu de dépenser les budgets de la Défense pour de lourdes armées hors de prix et dignes de figurer au musée de la guerre froide.

C'est pourquoi j'adresse cet avertissement solennel aux dirigeants européens : si vous n'employez pas vos budgets de la Défense pour répondre aux besoins actuels au lieu de suivre une logique dépassée, alors même que vous diminuez les ressources allouées à la santé publique, à la sécurité sociale, à l'éducation et à d'autres postes – ce que vous devrez faire – vous risquez de vous attirer demain la colère que vos citoyens portent aujourd'hui sur le monde financier. Réduire les dépenses de l'État pour la population, et dépenser dans le même temps l'argent du contribuable pour des armées lourdes suréquipées, des troupes impossibles à déployer, ou des hélicoptères qui ne peuvent porter assistance sur les théâtres d'intervention, voilà un scandale explosif.

Une Alliance transformée

Mais la situation actuelle est aussi une incitation au changement, à la transformation. Et où pourrait être mieux entrepris ce changement cardinal que dans le cadre du Commandement allié de la Transformation ? Du fait de la réintégration de la France, un général d'armée aérienne français a pris la succession d'un Américain à Norfolk (Virginie). La transformation des forces armées européennes, nombreuses, chères mais largement inefficaces, est nécessaire si l'on veut non seulement parvenir à un bon rapport qualité-prix, mais aussi épargner la vie de nos soldats et constituer notre assurance contre les nouvelles menaces.

Cette affirmation n'a jamais été aussi vraie qu'en Afghanistan.

Comme l'a dit Léon Trotski : « Vous ne vous intéressez peut-être pas à la guerre, mais la guerre s'intéresse à vous ». Il avait quelquefois raison, et cette affirmation vaut particulièrement pour cette guerre qui vise à stabiliser l'Afghanistan de manière durable pour que nous puissions, très loin de là, vivre en paix et en sécurité. L'OTAN n'est pas intervenue en Afghanistan dans le but de reconstruire une société et ses institutions à partir d'un État failli. Nos efforts, et le sacrifice de soldats courageux qui ont perdu la vie, ou leur intégrité physique, dans cette guerre, ne visaient pas directement à rouvrir les écoles et les hôpitaux, ou à donner de nouvelles chances aux femmes, même s'il s'agit là de moyens louables pour arriver à une fin. Notre objectif fondamental est de parvenir à garantir notre propre sécurité.

Si les Talibans reviennent au pouvoir et offrent à Al-Qaïda, de nouveau, l'Afghanistan comme terrain de recrutement et d'entraînement, nous ne serons jamais en sécurité, aussi loin que nous nous trouvions de l'Hindu Kush. Si les troupes de l'OTAN battent en retraite, ou se retirent prématurément, il est certain que les terroristes et les djihadistes ne perdront pas

une minute pour les remplacer. Je l'ai dit lorsque l'OTAN a succédé à la Force internationale d'assistance à la sécurité (International Security Assistance Force, ISAF), et d'autres l'ont répété depuis : le choix est simple. Soit nous allons en Afghanistan, soit c'est l'Afghanistan qui viendra à nous. Et cette vérité prend plus de poids jour après jour.

Qu'en est-il maintenant de l'avenir de l'OTAN comme institution ? Certains facteurs sont prévisibles, d'autres sont des « inconnues bien connues », comme dirait Donald Rumsfeld.

Une des « inconnues bien connues », c'est que l'Alliance va encore s'agrandir, s'étendre géographiquement. Lorsque l'Union soviétique a imploré – et ce, sans le déchaînement de violence que nombre d'experts avaient prédit – et que des États signataires du pacte de Varsovie ont rejoint l'OTAN, on a dit que « l'impossible était devenu inévitable » ; il en va de même quant à l'élargissement de l'Alliance.

Deux nouveaux États sont invités à nous rejoindre : la Croatie et l'Albanie. La Macédoine obtiendra également sa place dans l'Organisation, dès que sera résolue la querelle absurde sur son nom qui l'oppose à la Grèce. À mon avis, il sera impossible de refuser l'entrée de la Bosnie, du Monténégro, du Kosovo, de la Moldavie et même de la Serbie, le jour où ces pays rempliront les sévères critères d'adhésion. On exclut pour le moment la possibilité que la Finlande, la Suède et l'Autriche veuillent adhérer à ce qui deviendrait, dès lors, une alliance d'États très différente. Si j'emploie le mot « impossible », délibérément, c'est que nous avons pris des engagements, récolté des contributions et créé des attentes importantes. Déclarer que l'OTAN est pleine n'est tout simplement pas une option envisageable.

Déclarer que l'OTAN est pleine n'est pas envisageable

Néanmoins, l'augmentation du nombre d'États membres n'ira pas sans difficultés – et je ne parle même pas de la « promesse » hautement conditionnelle faite à la Géorgie et à l'Ukraine.

Problème principal : l'Organisation ne pourra pas être aussi rigoureuse, l'Alliance ne pourra aussi bien fonctionner sur le consensus que lorsqu'elle comptait 19 membres, voire 26. L'OTAN devra donc être réformée de manière radicale dans son organisation, son financement, ses ressources humaines et ses modes de prise de décision. Et ce n'est pas en tentant de remettre en place, à un rythme d'escargot, des programmes de réforme mille fois avortés, comme par le passé, que l'on y parviendra.

Deuxième difficulté : il n'est pas possible, ou même souhaitable, qu'une nouvelle Alliance, telle que l'on vient de la décrire, exclue la Russie. Si la Russie remplissait les conditions d'adhésion aussi bien au plan militaire qu'en matière de société civile – et je pense d'ailleurs que ces conditions devraient être renforcées pour tous les nouveaux candidats, et que l'évolution de ces derniers devrait être très précisément suivie –, elle pourrait être dans l'OTAN – et non dehors. Après tout, les nouveaux défis et menaces auxquels nous confronte l'environnement international concernent tout autant la Russie et ses citoyens.

Mais la capacité de l'OTAN, sous sa forme actuelle ou dans une nouvelle configuration, à apporter sa contribution, parmi d'autres, pour construire un monde meilleur et plus sûr, dépendra d'un facteur crucial, d'une qualité bien trop rare : le leadership politique.

Les institutions créées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale – Bretton Woods, les Nations unies, l'embryon d'unification européenne, l'OTAN – n'auraient jamais eu autant d'influence, et notre génération n'aurait jamais pu profiter de l'héritage qu'elles nous ont légué, en l'absence de dirigeants courageux, déterminés et guidés par une vision. Des deux côtés de l'Atlantique, il fut difficile de convaincre des électeurs méfiants, mécontents et angoissés par l'avenir, d'adhérer à une vision de long terme ; mais ces dirigeants y sont parvenus – et de l'enfer de la Seconde Guerre mondiale a émergé un nouveau système, qui a fait régner depuis une stabilité remarquable et sans précédent dans l'Histoire.

L'heure est venue de dirigeants politiques tout aussi courageux. Nous devons être francs et directs avec nos citoyens, ne rien leur cacher des défis et dangers qui nous attendent, et des enjeux actuels de sécurité individuelle et collective. Il est nécessaire et urgent, pour les hommes politiques comme pour les autres hauts responsables, d'informer le public du rôle et des capacités de l'OTAN, de ce que l'Alliance pourrait accomplir, et de rappeler son action et ses succès passés.

Mais plus encore nous devons, des deux côtés de l'Atlantique, inciter une nouvelle génération à payer le prix nécessaire, à investir toutes ses forces pour affronter les menaces et construire, quel qu'en soit le coût, les nouvelles institutions de sécurité collective qui, seules, peuvent assurer la paix, la stabilité, la prospérité et la qualité de notre vie.

L'OTAN a surmonté l'épreuve du temps tout en étant en constante évolution. Alliance d'États libres que réunissent leurs valeurs communes, elle est une pièce maîtresse de ce grand dessein. Dans son cadre, notre engagement ne doit pas fléchir.



MOTS CLÉS

Alliance atlantique
Guerre froide
Nouvelles missions
Union européenne